

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 37/005/2007 – ÉFAI

21 mai 2007

Action complémentaire sur l'AU 329/06 (AMR 37/007/2006, 8 décembre 2006) et suivante (AMR 37/008/2006, 20 décembre 2006) – Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

HONDURAS Carlos Hernández (h), président de l'ONG de défense des droits humains *Asociación para una Sociedad más Justa* (ASJ, Association pour une société plus juste)
Dina Meza (f), directrice de projet et journaliste d'investigation à l'ASJ
Robert Marín García (h), journaliste d'investigation pour l'ASJ
Claudia Mendoza (f), journaliste d'investigation pour l'ASJ
Rosa Morazán (f), journaliste d'investigation pour l'ASJ

Nouvelle personne menacée : Félix Antonio Cáceres Alvarenga (h), avocat de l'ASJ

Félix Antonio Cáceres Alvarenga, avocat de l'*Asociación para una Sociedad más Justa* (ASJ, Association pour une société plus juste), une organisation de défense des droits humains, aurait été menacé de mort le 17 mai. D'autres membres de l'ASJ seraient constamment sous surveillance et recevraient sans arrêt des menaces depuis la mort de Dionisio Díaz García, l'avocat de l'ASJ tué le 4 décembre 2006.

Le 17 mai, vers 15 heures, Félix Antonio Cáceres Alvarenga aurait reçu sur son téléphone portable des menaces de mort par SMS : « *Vous feriez mieux de vous laisser [une compagnie de sécurité privée] tranquille, sinon vous finirez comme Dionisio* ». Félix Cáceres travaille sur des affaires de conflits sociaux dans des compagnies de sécurité privées.

L'avocat Dionisio Díaz García, qui travaillait pour l'ASJ, a été abattu par le passager d'une moto. Il avait défendu un certain nombre d'ex-employés de sociétés de sécurité dans des affaires de licenciements présumés abusifs. Au cours des semaines qui ont suivi son assassinat, d'autres membres de l'ASJ ont reçu des menaces de mort par SMS, et auraient été suivis et surveillés, notamment par des individus postés devant leurs domiciles.

Le 22 décembre 2006, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé aux autorités du Honduras de mettre en œuvre des mesures de protection en vue de garantir la sécurité des membres de l'ASJ. Amnesty International est préoccupée à l'idée que ces toutes les dispositions n'aient pas été prises, et que les membres de l'ASJ ne restent par conséquent exposés à des attaques. Plus de cinq mois après la mort de Dionisio Díaz García, ses assassins présumés n'ont toujours pas été traduits en justice.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous gravement préoccupé par les menaces de mort qu'aurait reçues Félix Antonio Cáceres Alvarenga le 17 mai ;
- priez les autorités honduriennes de prendre des mesures de protection immédiates et efficaces en faveur de Félix Cáceres et des autres membres de l'ASJ, conformément aux souhaits de ces personnes et aux requêtes de la Commission interaméricaine des droits de l'homme ;
- demandez-leur instamment d'ordonner l'ouverture d'une enquête approfondie sur ces menaces et de traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, elles sont tenues de reconnaître la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles.

APPELS À :

Président de la République du Honduras

Manuel Zelaya

Presidente de la República de Honduras

Casa Presidencial

Boulevard Juan Pablo Segundo

Palacio José Cecilio del Valle

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 235 7700

Formule d'appel : Estimado Señor Presidente, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Sécurité publique :

Álvaro Romero

Minister of Public Security

Ministry of Public Security

Edificio Pujol, 4to. Piso, Col. Plamira (Blvd. Morazán)

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 220 4352

Formule d'appel : Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Procureur général :

Leónidas Rosa Bautista

Fiscal General del Estado

Ministerio Público

Lomas del Guijarro, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 221 5667 (Si une personne décroche, dites : « tono de fax, por favor »)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Asociación para una Sociedad más Justa (ASJ)

Apartado Postal 30676, Toncontín

Comayagüela, Honduras

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 2 JUILLET 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*